

Conséquences de la ponction financière du gouvernement : la réaction du maire de Limoges

Les conséquences de la ponction financière du gouvernement sur les budgets des collectivités locales se traduisent pour la Ville de Limoges par une baisse, dès l'année prochaine, de 8,5 millions d'euros de ses moyens de fonctionnement.

Cette ponction se décompose ainsi : reversement de recettes de fonctionnement à l'État (3,9 millions d'euros), restriction du champ de remboursement et diminution du taux de remboursement du FCTVA (2 millions d'euros), augmentation du taux de cotisation de la CNRACL (2,5 millions d'euros). Entre manque de recettes et augmentation des dépenses du fait de l'État, la Ville sera donc pénalisée d'environ 8,5 millions d'euros si le projet de loi de finances 2025 est adopté en l'état.

À titre de comparaison, le budget de fonctionnement de la jeunesse, hors masse salariale, se monte à 5,4 millions d'euros, la participation de la Ville au budget du CCAS à 6,1 millions d'euros. À titre de comparaison toujours, c'est comme si la Ville devait supprimer brutalement 212 emplois.

Concrètement, ces mesures n'auront cependant qu'un impact limité sur le fonctionnement de la Ville de Limoges en 2025 : depuis maintenant 10 ans, la municipalité a engagé une politique de maîtrise des dépenses. Depuis maintenant 10 ans, priorité est donnée à l'investissement et à l'efficacité ainsi qu'à l'utilité des dépenses engagées pour le fonctionnement de Limoges. De ce fait, et contrairement aux craintes exprimées par d'autres collectivités aquitaines, la Ville absorbera cette ponction et en limitera l'impact sur le service que l'on doit à nos concitoyens.

Pour autant, cette politique d'économies doit impérativement se poursuivre. Il est vraisemblable que les finances des collectivités locales entrent dans un cycle économique défavorable. Il est donc essentiel de continuer à investir pour moderniser la ville en faisant travailler nos entreprises, et de la préparer ainsi aux enjeux des 20 prochaines années. Nos investissements d'aujourd'hui sont nos économies de demain.